

quinze derniers jours au cours desquels nos vis-à-vis ont carrément retourné leur veste.

J'ai été vraiment amusé d'entendre le président du Conseil du Trésor nous demander aujourd'hui de lui fournir des exemples de coupures de dépenses que nous ferions mais avant que je poursuive sur ce sujet, j'aimerais aborder une autre question qui est débattue ce soir.

M. McKenzie: Pourquoi ne leur demandez-vous pas d'écouter ce que vous dites? Ils n'écoutent jamais.

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): A l'ordre. C'est le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) qui a la parole.

M. Guay (Saint-Boniface): C'est le député de son propre parti qui fait tout ce bruit.

M. McKenzie: Vous, taisez-vous et écoutez.

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): A l'ordre. Le député de Calgary-Nord a la parole.

M. Woolliams: Merci, monsieur l'Orateur. Le député est mon orateur préféré. Il faut bien que chacun ait son préféré.

M. Guay (Saint-Boniface): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement . . .

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): A l'ordre. Le député de Saint-Boniface invoque le Règlement.

M. Guay (Saint-Boniface): Je tiens à vous signaler, monsieur l'Orateur, que c'est le député de Winnipeg-Sud qui fait tout le tapage, et non quelqu'un de ce côté-ci. Nous sommes tous disposés à écouter le député de Calgary-Nord (M. Woolliams).

M. McKenzie: A l'ordre, monsieur l'Orateur, je ne représente pas Winnipeg-Sud, et je pense que le président du Conseil du Trésor devrait manifester un peu de respect pour les députés.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, je trouve cela savoureux. J'instille la colère avant d'avoir même commencé de parler. Il y a des choses que nous tenons à dire. Au cours des douze derniers mois, le gouvernement a augmenté de 15 p. 100 la masse monétaire, et il continue sur la lancée amorcée il y a déjà longtemps. Deuxièmement, nous demandons au gouvernement de réduire ses dépenses.

Ce que je tiens à dire tout d'abord, c'est que nous demandons aux Canadiens de se soumettre à certaines règles et d'accepter certaines mesures de modération. Le premier ministre (M. Trudeau) est même allé jusqu'à dire à Toronto: «Si vous ne voulez pas le faire volontairement et vous plier à notre réglementation, nous allons adopter la méthode autoritaire et vous forcer à le faire». Si le gouvernement veut qu'on le prenne au sérieux, il faut qu'il donne l'exemple. C'est là le ton de mon intervention.

Pour en revenir à l'intervention du président du Conseil du Trésor, il m'a rappelé l'histoire de l'Anglais et de l'Américain qui se trouvaient à bord d'un avion Londres-New-York. Peu de temps après le début de la traversée, on entend le pilote dire sur les haut-parleurs: «Mesdames et messieurs, le premier moteur est tombé en panne, nous aurons donc une heure de retard». La conversation reprend, et de nouveau on entend le pilote: «Mesdames et messieurs, le deuxième moteur est tombé en panne. Nous aurons donc un retard de deux heures». Une demi-heure plus tard, le haut-parleur résonne de nouveau: «Il va y

Dépenses gouvernementales

avoir un sérieux retard, le troisième moteur est tombé en panne». Alors l'Anglais susurre à l'Américain: «Si nous perdons le quatrième moteur, nous aurons un jour de retard!»

C'est un raisonnement de ce genre que nous tenait cet après-midi le président du Conseil du Trésor dans son discours, lorsqu'il nous a demandé de lui signaler les réductions de dépenses que nous ferions. Il est avocat. Il sait bien qu'avant d'apporter cela en preuve, il faudrait soumettre à une vérification comptable chacun des postes du budget.

● (2030)

Je pourrais dire certaines choses au président du Conseil du Trésor. Je suis plutôt estomaqué d'apprendre que le gouvernement a poursuivi son projet de construire un nouvel aéroport dans la province d'Ontario et a dépensé 100 millions de dollars, sans avoir l'accord du gouvernement provincial.

M. Chrétien: Nous l'avions.

M. Woolliams: Le gouvernement a ensuite renoncé à toute l'affaire.

M. Chrétien: Nous avons un accord.

M. Woolliams: Si le gouvernement avait un accord, j'ai appris quelque chose ce soir.

M. Chrétien: Nous avons un accord. Le gouvernement de l'Ontario avait donné sa parole à ce sujet.

M. Woolliams: Si vous aviez un accord, alors vous aviez aussi l'obligation de donner suite à une entreprise qui jusqu'ici a coûté 100 millions aux Canadiens.

Des voix: Oh, oh!

M. Woolliams: J'aimerais aborder mon second point qui m'amène au nœud de mon propos. Si nous voulons aller au fond des choses en ce qui concerne l'aéroport Mirabel, nous aurons besoin d'une vérification complète. Je suis certain que si le gouvernement embauchait des comptables au Canada pour effectuer une vérification complète et qu'il leur concédait 50 p. 100 de ce qu'ils pourraient trouver, ils mettraient la main sur le trésor le plus considérable de leur existence. J'en suis certain, sachant ce qui s'est passé lors de la construction de cet aéroport.

Une voix: C'était un coup monté.

M. Woolliams: Ce ne sont là que deux exemples de gaspillage de la part du gouvernement, et on pourrait continuer ainsi toute la nuit à rapporter des incidents semblables. Le député de Victoria (M. McKinnon) a fait état d'une étude relative à la défense nationale. Il a rappelé que le président du Conseil du Trésor avait dit que nous ne précisions pas les domaines où il y aurait lieu de réduire les dépenses. Les 11 millions de dollars que cette étude a coûtés ont été versés à deux compagnies américaines. Rangée aux oubliettes, cette étude, n'a jamais servi. Je dirai que le gouvernement a agi ainsi parce qu'il voulait retarder les choses de deux ans, faute de politique en ce domaine. Qu'a répondu le président du Conseil du Trésor lorsque le député de Victoria a signalé ce point cet après-midi? Le ministre a rétorqué: Ne perdez pas votre temps à des bagatelles, il ne s'agit que de 11 millions. Voilà bien l'attitude que l'on affiche à tous les niveaux du gouvernement dans son ensemble, et voilà pourquoi nous tenons ce débat ce soir. Nous soutenons que le gouvernement devrait